

dée très-simple de constater la vérité par eux-mêmes, ils n'auraient pas servi, comme ils le firent, les passions des partis. Ces partis se front, et ce n'était pas uniquement avec les ateliers nationaux qu'ils voulaient en finir, c'était avec la révolution, avec la liberté, avec la République.

M. de Falloux était parvenu à se faire nommer rapporteur de la commission des ateliers nationaux. Ce choix était significatif; on savait qu'il voulait dire : *Dissolution immédiate*; et, en outre, les conclusions radicales du rapport furent, comme on le sait, connues d'une manière positive plusieurs jours avant que ce rapport fût déposé. Et comme si la mesure n'était déjà pas assez pleine, la commission exécutive, jetant à son tour l'huile sur le feu, rend une décision pour l'expulsion des ateliers nationaux et l'enrôlement dans l'armée des ouvriers de dix-sept à vingt-cinq ans. Le 21, elle annonce dans le *Moniteur* que cette espèce de presse commencerait le lendemain. D'autres détachements devaient être dirigés sur la Solagne, dont l'insularité était connue, et vers des départements éloignés, pour être employés à des travaux de terrassement.

Telle était la manière dont MM. Lamartine, Arago, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin et Marie entendaient l'exécution des promesses du 25 février!

Les ouvriers avaient le choix entre la famine, l'expatriation et la servitude militaire.

Une explosion de colère montra bien que toutes ces mesures rendaient l'insurrection inévitable.

Le soir, les rassemblements furent plus nombreux encore que les jours précédents; des légions d'ouvriers parcoururent la ville dans tous les sens, en chantant la *Marseillaise*, le chœur des *Girondins* et le *Chant du départ*, et en manifestant leur sombre indignation par divers cris.

Ici se place un détail bizarre, mais caractéristique des mœurs parisiennes. Depuis le 22 février, on avait si souvent battu le rappel dans les rues de la capitale, que les troyens notes rapides des baguettes sur le tambour étaient devenues une mesure en vogue sur laquelle les gamins d'abord, puis les hommes criant par les rues et un peu partout, en chœur, tout ce qui leur passait par la tête. Cela commença lors des illuminations patriotiques. Des bandes parcouraient joyeusement les rues au cri fameux : *Des-lans-pieds de nos-pions!* et ainsi de suite, comme le tambour qui marche en battant le rappel, et jusqu'à ce que toute la ville fût illuminée. C'était simplement ce qu'on nomme à Paris une course; cette coutume absurde duraît encore le soir du 21 les bandes parcouraient les rues en criant : *On n'part pas! On n'part pas!* Ce nom formidable personnifiait les milliers d'hommes qui préféraient mourir d'une balle sur le pavé de leur ville plutôt que d'aller s'éteindre lentement de fièvre et de misère en Solagne. Quelques bandes criaient parfois en se défilant : *Non! L'ennemi!*... Tout le monde savait qui. Enfin, tout Paris a entendu dans ces heures d'angoisse cette mélodie poignante dont les six notes résonnaient dans la nuit comme la charge et le tocsin : *Du travail! Du travail!*

Le sang allait couler par torrents.

Telle devait être la fin des beaux rêves de Février! Les trois mois de misère étaient soldés, et le peuple se préparait à demander ses comptes à ceux qui avaient commis trois mois de trahison, de ce que l'histoire au moins nommera incurie, égoïsme et mollesse.

Le 22, le mouvement révolutionnaire se développa avec la régularité d'une tragédie, pendant que se nouait dans l'ombre l'intrigue qui allait conduire la République à la dictature militaire. Les ouvriers désespérés quittèrent leur grabat avec cette pensée qui devait leur remonter d'ordre : « Nous sommes trahis, il faut recommencer Février! » Dès le matin, des colonnes d'ouvriers se formèrent sur divers points de Paris, et se mirent à défiler par les rues, drapeau déployé, se grossissant d'heure en heure. Un peu plus tard, l'une de ces colonnes s'arrêta devant le palais du Luxembourg et envoya ses délégués à la commission exécutive. L'orateur chargé de porter la parole était un lieutenant des ateliers nationaux nommé Pujol, un de ces ouvriers parisiens nourris de lectures politiques et socialistes, ardent, domes d'éloquence naturelle, embrasé de la passion révolutionnaire. Celui-ci était influent parmi ses camarades. Il avait récemment publié une sorte d'imitation des *Paroles d'un croyant*, qui portait un titre étrange : la *Prophétie des jours sanglants*. Transporté après la lutte, il finit par s'évader et jeta depuis un rôle très-actif dans les révolutions espagnoles. Il fut comme le tocsin de l'insurrection de Juin, qui d'ailleurs eût éclaté sans lui.

Les délégués furent reçus par Marie, qui accueillit ces pauvres gens avec une rudesse royale et leur fit bien sentir qu'on n'était plus à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper la place du Panthéon à cinq heures du matin, le 23. A six heures, il n'y avait pas un soldat, et le peuple put s'en emparer. Cette absence de troupes ne fut pas isolée, on le vit se reproduire sur divers points. Un plan avait été discuté. La commission voulait qu'on dissimulât la troupe de telle sorte qu'aucune barricade ne pût s'élever sans être aussitôt détruite et que l'insurrection fût étouffée dès sa naissance. Mais Cavaignac exigeait au contraire que l'armée fût massée, tout entière sous sa main, et lancée ensuite par coup dans les rues de la capitale, que les troupes qu'avait un tel système Paris allait se couvrir de barricades et que la victoire coûterait ensuite des torrents de sang. Le dur soldat ne voulait rien entendre. Que la garde nationale gardât ses boutiques! dit-il avec hauteur; je ne veux pas risquer qu'une seule de mes compagnies soit désarmée. On l'a plus tard accusé d'avoir laissé grandir à dessin l'insurrection pour se réserver le rôle de sauveur; et il faut reconnaître que cette accusation n'est pas entièrement dépourvue de probabilité. La commission sentit bien qu'en confiant au général le commandement de toute la force armée, elle s'était donnée un maître (et bientôt un successeur); mais, dans cette question toute militaire, elle dut céder, bien que le résultat de cette absence de troupes fut la faire accuser de trahison. Et telle fut, en effet, la pensée de la garde nationale dans cette journée.

A cette heure déjà, les Ducoux, les Martin (de Strasbourg), les Latrade et autres représentants formant la réunion de Palais-National avaient perdu le pouvoir exécutif. Cavaignac. Ces hommes politiques appartenaient à la nuance du *National* et disposaient de la majorité de l'Assemblée; ils avaient d'abord soutenu la commission exécutive, mais à ce moment ils s'étaient définitivement arrêtés à la conception d'une république gouvernée par un chef militaire. Bientôt, la réunion de Palais-National se composa de trois listes de toutes nuances, allant se rallier avec empressement à cette combinaison, et la commission, malgré ses concessions et le zèle réactionnaire qu'elle déployait, ne pouvait manquer d'être culbutée avec mépris.

Le 23, pendant que l'insurrection élevait sans opposition ses barricades au centre, à l'est et au sud de Paris, pendant que Fillastre, Arago, énergique, irritable et peu fait pour la conciliation, marchait résolument à la tête de quelques forces contre les barricades du quartier du Panthéon, au moment où le sang coulait déjà, M. de Falloux, calme et froid, monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour lire son rapport sur les ateliers nationaux. Les conclusions en étaient connues, comme nous l'avons dit; mais cette lecture en un tel moment fut le dernier coup qui déchâta la guerre civile dans son horizon. Malgré les observations de Corbon, l'Assemblée vota les conclusions du rapport, repoussant toute transaction avec l'ennemi, toute conciliation, et se condamnant ainsi à l'écrasement de ces multitudes égérées par la colère et le désespoir. Le ministre Flocou, vives relaps des complots et des guerres civiles, leva tous les scrupules en représentant les insurgés comme soulévés par les partis monarchiques et par l'étranger, sottise meurtrière dénuée du moindre fondement. Sans doute les partis dynastiques agitaient, mais le principal foyer de leurs complots n'était pas l'Assemblée, et M. de Falloux était un des exécuteurs de leurs plans de contre-révolution. Le parti bonapartiste s'agitait aussi, mais à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper la place du Panthéon à cinq heures du matin, le 23. A six heures, il n'y avait pas un soldat, et le peuple put s'en emparer. Cette absence de troupes ne fut pas isolée, on le vit se reproduire sur divers points. Un plan avait été discuté. La commission voulait qu'on dissimulât la troupe de telle sorte qu'aucune barricade ne pût s'élever sans être aussitôt détruite et que l'insurrection fût étouffée dès sa naissance. Mais Cavaignac exigeait au contraire que l'armée fût massée, tout entière sous sa main, et lancée ensuite par coup dans les rues de la capitale, que les troupes qu'avait un tel système Paris allait se couvrir de barricades et que la victoire coûterait ensuite des torrents de sang. Le dur soldat ne voulait rien entendre. Que la garde nationale gardât ses boutiques! dit-il avec hauteur; je ne veux pas risquer qu'une seule de mes compagnies soit désarmée. On l'a plus tard accusé d'avoir laissé grandir à dessin l'insurrection pour se réserver le rôle de sauveur; et il faut reconnaître que cette accusation n'est pas entièrement dépourvue de probabilité. La commission sentit bien qu'en confiant au général le commandement de toute la force armée, elle s'était donnée un maître (et bientôt un successeur); mais, dans cette question toute militaire, elle dut céder, bien que le résultat de cette absence de troupes fut la faire accuser de trahison. Et telle fut, en effet, la pensée de la garde nationale dans cette journée.

A cette heure déjà, les Ducoux, les Martin (de Strasbourg), les Latrade et autres représentants formant la réunion de Palais-National avaient perdu le pouvoir exécutif. Cavaignac. Ces hommes politiques appartenaient à la nuance du *National* et disposaient de la majorité de l'Assemblée; ils avaient d'abord soutenu la commission exécutive, mais à ce moment ils s'étaient définitivement arrêtés à la conception d'une république gouvernée par un chef militaire. Bientôt, la réunion de Palais-National se composa de trois listes de toutes nuances, allant se rallier avec empressement à cette combinaison, et la commission, malgré ses concessions et le zèle réactionnaire qu'elle déployait, ne pouvait manquer d'être culbutée avec mépris.

Le 23, pendant que l'insurrection élevait sans opposition ses barricades au centre, à l'est et au sud de Paris, pendant que Fillastre, Arago, énergique, irritable et peu fait pour la conciliation, marchait résolument à la tête de quelques forces contre les barricades du quartier du Panthéon, au moment où le sang coulait déjà, M. de Falloux, calme et froid, monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour lire son rapport sur les ateliers nationaux. Les conclusions en étaient connues, comme nous l'avons dit; mais cette lecture en un tel moment fut le dernier coup qui déchâta la guerre civile dans son horizon. Malgré les observations de Corbon, l'Assemblée vota les conclusions du rapport, repoussant toute transaction avec l'ennemi, toute conciliation, et se condamnant ainsi à l'écrasement de ces multitudes égérées par la colère et le désespoir. Le ministre Flocou, vives relaps des complots et des guerres civiles, leva tous les scrupules en représentant les insurgés comme soulévés par les partis monarchiques et par l'étranger, sottise meurtrière dénuée du moindre fondement. Sans doute les partis dynastiques agitaient, mais le principal foyer de leurs complots n'était pas l'Assemblée, et M. de Falloux était un des exécuteurs de leurs plans de contre-révolution. Le parti bonapartiste s'agitait aussi, mais à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper la place du Panthéon à cinq heures du matin, le 23. A six heures, il n'y avait pas un soldat, et le peuple put s'en emparer. Cette absence de troupes ne fut pas isolée, on le vit se reproduire sur divers points. Un plan avait été discuté. La commission voulait qu'on dissimulât la troupe de telle sorte qu'aucune barricade ne pût s'élever sans être aussitôt détruite et que l'insurrection fût étouffée dès sa naissance. Mais Cavaignac exigeait au contraire que l'armée fût massée, tout entière sous sa main, et lancée ensuite par coup dans les rues de la capitale, que les troupes qu'avait un tel système Paris allait se couvrir de barricades et que la victoire coûterait ensuite des torrents de sang. Le dur soldat ne voulait rien entendre. Que la garde nationale gardât ses boutiques! dit-il avec hauteur; je ne veux pas risquer qu'une seule de mes compagnies soit désarmée. On l'a plus tard accusé d'avoir laissé grandir à dessin l'insurrection pour se réserver le rôle de sauveur; et il faut reconnaître que cette accusation n'est pas entièrement dépourvue de probabilité. La commission sentit bien qu'en confiant au général le commandement de toute la force armée, elle s'était donnée un maître (et bientôt un successeur); mais, dans cette question toute militaire, elle dut céder, bien que le résultat de cette absence de troupes fut la faire accuser de trahison. Et telle fut, en effet, la pensée de la garde nationale dans cette journée.

A cette heure déjà, les Ducoux, les Martin (de Strasbourg), les Latrade et autres représentants formant la réunion de Palais-National avaient perdu le pouvoir exécutif. Cavaignac. Ces hommes politiques appartenaient à la nuance du *National* et disposaient de la majorité de l'Assemblée; ils avaient d'abord soutenu la commission exécutive, mais à ce moment ils s'étaient définitivement arrêtés à la conception d'une république gouvernée par un chef militaire. Bientôt, la réunion de Palais-National se composa de trois listes de toutes nuances, allant se rallier avec empressement à cette combinaison, et la commission, malgré ses concessions et le zèle réactionnaire qu'elle déployait, ne pouvait manquer d'être culbutée avec mépris.

Le 23, pendant que l'insurrection élevait sans opposition ses barricades au centre, à l'est et au sud de Paris, pendant que Fillastre, Arago, énergique, irritable et peu fait pour la conciliation, marchait résolument à la tête de quelques forces contre les barricades du quartier du Panthéon, au moment où le sang coulait déjà, M. de Falloux, calme et froid, monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour lire son rapport sur les ateliers nationaux. Les conclusions en étaient connues, comme nous l'avons dit; mais cette lecture en un tel moment fut le dernier coup qui déchâta la guerre civile dans son horizon. Malgré les observations de Corbon, l'Assemblée vota les conclusions du rapport, repoussant toute transaction avec l'ennemi, toute conciliation, et se condamnant ainsi à l'écrasement de ces multitudes égérées par la colère et le désespoir. Le ministre Flocou, vives relaps des complots et des guerres civiles, leva tous les scrupules en représentant les insurgés comme soulévés par les partis monarchiques et par l'étranger, sottise meurtrière dénuée du moindre fondement. Sans doute les partis dynastiques agitaient, mais le principal foyer de leurs complots n'était pas l'Assemblée, et M. de Falloux était un des exécuteurs de leurs plans de contre-révolution. Le parti bonapartiste s'agitait aussi, mais à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper la place du Panthéon à cinq heures du matin, le 23. A six heures, il n'y avait pas un soldat, et le peuple put s'en emparer. Cette absence de troupes ne fut pas isolée, on le vit se reproduire sur divers points. Un plan avait été discuté. La commission voulait qu'on dissimulât la troupe de telle sorte qu'aucune barricade ne pût s'élever sans être aussitôt détruite et que l'insurrection fût étouffée dès sa naissance. Mais Cavaignac exigeait au contraire que l'armée fût massée, tout entière sous sa main, et lancée ensuite par coup dans les rues de la capitale, que les troupes qu'avait un tel système Paris allait se couvrir de barricades et que la victoire coûterait ensuite des torrents de sang. Le dur soldat ne voulait rien entendre. Que la garde nationale gardât ses boutiques! dit-il avec hauteur; je ne veux pas risquer qu'une seule de mes compagnies soit désarmée. On l'a plus tard accusé d'avoir laissé grandir à dessin l'insurrection pour se réserver le rôle de sauveur; et il faut reconnaître que cette accusation n'est pas entièrement dépourvue de probabilité. La commission sentit bien qu'en confiant au général le commandement de toute la force armée, elle s'était donnée un maître (et bientôt un successeur); mais, dans cette question toute militaire, elle dut céder, bien que le résultat de cette absence de troupes fut la faire accuser de trahison. Et telle fut, en effet, la pensée de la garde nationale dans cette journée.

A cette heure déjà, les Ducoux, les Martin (de Strasbourg), les Latrade et autres représentants formant la réunion de Palais-National avaient perdu le pouvoir exécutif. Cavaignac. Ces hommes politiques appartenaient à la nuance du *National* et disposaient de la majorité de l'Assemblée; ils avaient d'abord soutenu la commission exécutive, mais à ce moment ils s'étaient définitivement arrêtés à la conception d'une république gouvernée par un chef militaire. Bientôt, la réunion de Palais-National se composa de trois listes de toutes nuances, allant se rallier avec empressement à cette combinaison, et la commission, malgré ses concessions et le zèle réactionnaire qu'elle déployait, ne pouvait manquer d'être culbutée avec mépris.

Le 23, pendant que l'insurrection élevait sans opposition ses barricades au centre, à l'est et au sud de Paris, pendant que Fillastre, Arago, énergique, irritable et peu fait pour la conciliation, marchait résolument à la tête de quelques forces contre les barricades du quartier du Panthéon, au moment où le sang coulait déjà, M. de Falloux, calme et froid, monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour lire son rapport sur les ateliers nationaux. Les conclusions en étaient connues, comme nous l'avons dit; mais cette lecture en un tel moment fut le dernier coup qui déchâta la guerre civile dans son horizon. Malgré les observations de Corbon, l'Assemblée vota les conclusions du rapport, repoussant toute transaction avec l'ennemi, toute conciliation, et se condamnant ainsi à l'écrasement de ces multitudes égérées par la colère et le désespoir. Le ministre Flocou, vives relaps des complots et des guerres civiles, leva tous les scrupules en représentant les insurgés comme soulévés par les partis monarchiques et par l'étranger, sottise meurtrière dénuée du moindre fondement. Sans doute les partis dynastiques agitaient, mais le principal foyer de leurs complots n'était pas l'Assemblée, et M. de Falloux était un des exécuteurs de leurs plans de contre-révolution. Le parti bonapartiste s'agitait aussi, mais à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper la place du Panthéon à cinq heures du matin, le 23. A six heures, il n'y avait pas un soldat, et le peuple put s'en emparer. Cette absence de troupes ne fut pas isolée, on le vit se reproduire sur divers points. Un plan avait été discuté. La commission voulait qu'on dissimulât la troupe de telle sorte qu'aucune barricade ne pût s'élever sans être aussitôt détruite et que l'insurrection fût étouffée dès sa naissance. Mais Cavaignac exigeait au contraire que l'armée fût massée, tout entière sous sa main, et lancée ensuite par coup dans les rues de la capitale, que les troupes qu'avait un tel système Paris allait se couvrir de barricades et que la victoire coûterait ensuite des torrents de sang. Le dur soldat ne voulait rien entendre. Que la garde nationale gardât ses boutiques! dit-il avec hauteur; je ne veux pas risquer qu'une seule de mes compagnies soit désarmée. On l'a plus tard accusé d'avoir laissé grandir à dessin l'insurrection pour se réserver le rôle de sauveur; et il faut reconnaître que cette accusation n'est pas entièrement dépourvue de probabilité. La commission sentit bien qu'en confiant au général le commandement de toute la force armée, elle s'était donnée un maître (et bientôt un successeur); mais, dans cette question toute militaire, elle dut céder, bien que le résultat de cette absence de troupes fut la faire accuser de trahison. Et telle fut, en effet, la pensée de la garde nationale dans cette journée.

A cette heure déjà, les Ducoux, les Martin (de Strasbourg), les Latrade et autres représentants formant la réunion de Palais-National avaient perdu le pouvoir exécutif. Cavaignac. Ces hommes politiques appartenaient à la nuance du *National* et disposaient de la majorité de l'Assemblée; ils avaient d'abord soutenu la commission exécutive, mais à ce moment ils s'étaient définitivement arrêtés à la conception d'une république gouvernée par un chef militaire. Bientôt, la réunion de Palais-National se composa de trois listes de toutes nuances, allant se rallier avec empressement à cette combinaison, et la commission, malgré ses concessions et le zèle réactionnaire qu'elle déployait, ne pouvait manquer d'être culbutée avec mépris.

Le 23, pendant que l'insurrection élevait sans opposition ses barricades au centre, à l'est et au sud de Paris, pendant que Fillastre, Arago, énergique, irritable et peu fait pour la conciliation, marchait résolument à la tête de quelques forces contre les barricades du quartier du Panthéon, au moment où le sang coulait déjà, M. de Falloux, calme et froid, monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour lire son rapport sur les ateliers nationaux. Les conclusions en étaient connues, comme nous l'avons dit; mais cette lecture en un tel moment fut le dernier coup qui déchâta la guerre civile dans son horizon. Malgré les observations de Corbon, l'Assemblée vota les conclusions du rapport, repoussant toute transaction avec l'ennemi, toute conciliation, et se condamnant ainsi à l'écrasement de ces multitudes égérées par la colère et le désespoir. Le ministre Flocou, vives relaps des complots et des guerres civiles, leva tous les scrupules en représentant les insurgés comme soulévés par les partis monarchiques et par l'étranger, sottise meurtrière dénuée du moindre fondement. Sans doute les partis dynastiques agitaient, mais le principal foyer de leurs complots n'était pas l'Assemblée, et M. de Falloux était un des exécuteurs de leurs plans de contre-révolution. Le parti bonapartiste s'agitait aussi, mais à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper la place du Panthéon à cinq heures du matin, le 23. A six heures, il n'y avait pas un soldat, et le peuple put s'en emparer. Cette absence de troupes ne fut pas isolée, on le vit se reproduire sur divers points. Un plan avait été discuté. La commission voulait qu'on dissimulât la troupe de telle sorte qu'aucune barricade ne pût s'élever sans être aussitôt détruite et que l'insurrection fût étouffée dès sa naissance. Mais Cavaignac exigeait au contraire que l'armée fût massée, tout entière sous sa main, et lancée ensuite par coup dans les rues de la capitale, que les troupes qu'avait un tel système Paris allait se couvrir de barricades et que la victoire coûterait ensuite des torrents de sang. Le dur soldat ne voulait rien entendre. Que la garde nationale gardât ses boutiques! dit-il avec hauteur; je ne veux pas risquer qu'une seule de mes compagnies soit désarmée. On l'a plus tard accusé d'avoir laissé grandir à dessin l'insurrection pour se réserver le rôle de sauveur; et il faut reconnaître que cette accusation n'est pas entièrement dépourvue de probabilité. La commission sentit bien qu'en confiant au général le commandement de toute la force armée, elle s'était donnée un maître (et bientôt un successeur); mais, dans cette question toute militaire, elle dut céder, bien que le résultat de cette absence de troupes fut la faire accuser de trahison. Et telle fut, en effet, la pensée de la garde nationale dans cette journée.

A cette heure déjà, les Ducoux, les Martin (de Strasbourg), les Latrade et autres représentants formant la réunion de Palais-National avaient perdu le pouvoir exécutif. Cavaignac. Ces hommes politiques appartenaient à la nuance du *National* et disposaient de la majorité de l'Assemblée; ils avaient d'abord soutenu la commission exécutive, mais à ce moment ils s'étaient définitivement arrêtés à la conception d'une république gouvernée par un chef militaire. Bientôt, la réunion de Palais-National se composa de trois listes de toutes nuances, allant se rallier avec empressement à cette combinaison, et la commission, malgré ses concessions et le zèle réactionnaire qu'elle déployait, ne pouvait manquer d'être culbutée avec mépris.

Le 23, pendant que l'insurrection élevait sans opposition ses barricades au centre, à l'est et au sud de Paris, pendant que Fillastre, Arago, énergique, irritable et peu fait pour la conciliation, marchait résolument à la tête de quelques forces contre les barricades du quartier du Panthéon, au moment où le sang coulait déjà, M. de Falloux, calme et froid, monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour lire son rapport sur les ateliers nationaux. Les conclusions en étaient connues, comme nous l'avons dit; mais cette lecture en un tel moment fut le dernier coup qui déchâta la guerre civile dans son horizon. Malgré les observations de Corbon, l'Assemblée vota les conclusions du rapport, repoussant toute transaction avec l'ennemi, toute conciliation, et se condamnant ainsi à l'écrasement de ces multitudes égérées par la colère et le désespoir. Le ministre Flocou, vives relaps des complots et des guerres civiles, leva tous les scrupules en représentant les insurgés comme soulévés par les partis monarchiques et par l'étranger, sottise meurtrière dénuée du moindre fondement. Sans doute les partis dynastiques agitaient, mais le principal foyer de leurs complots n'était pas l'Assemblée, et M. de Falloux était un des exécuteurs de leurs plans de contre-révolution. Le parti bonapartiste s'agitait aussi, mais à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper la place du Panthéon à cinq heures du matin, le 23. A six heures, il n'y avait pas un soldat, et le peuple put s'en emparer. Cette absence de troupes ne fut pas isolée, on le vit se reproduire sur divers points. Un plan avait été discuté. La commission voulait qu'on dissimulât la troupe de telle sorte qu'aucune barricade ne pût s'élever sans être aussitôt détruite et que l'insurrection fût étouffée dès sa naissance. Mais Cavaignac exigeait au contraire que l'armée fût massée, tout entière sous sa main, et lancée ensuite par coup dans les rues de la capitale, que les troupes qu'avait un tel système Paris allait se couvrir de barricades et que la victoire coûterait ensuite des torrents de sang. Le dur soldat ne voulait rien entendre. Que la garde nationale gardât ses boutiques! dit-il avec hauteur; je ne veux pas risquer qu'une seule de mes compagnies soit désarmée. On l'a plus tard accusé d'avoir laissé grandir à dessin l'insurrection pour se réserver le rôle de sauveur; et il faut reconnaître que cette accusation n'est pas entièrement dépourvue de probabilité. La commission sentit bien qu'en confiant au général le commandement de toute la force armée, elle s'était donnée un maître (et bientôt un successeur); mais, dans cette question toute militaire, elle dut céder, bien que le résultat de cette absence de troupes fut la faire accuser de trahison. Et telle fut, en effet, la pensée de la garde nationale dans cette journée.

A cette heure déjà, les Ducoux, les Martin (de Strasbourg), les Latrade et autres représentants formant la réunion de Palais-National avaient perdu le pouvoir exécutif. Cavaignac. Ces hommes politiques appartenaient à la nuance du *National* et disposaient de la majorité de l'Assemblée; ils avaient d'abord soutenu la commission exécutive, mais à ce moment ils s'étaient définitivement arrêtés à la conception d'une république gouvernée par un chef militaire. Bientôt, la réunion de Palais-National se composa de trois listes de toutes nuances, allant se rallier avec empressement à cette combinaison, et la commission, malgré ses concessions et le zèle réactionnaire qu'elle déployait, ne pouvait manquer d'être culbutée avec mépris.

Le 23, pendant que l'insurrection élevait sans opposition ses barricades au centre, à l'est et au sud de Paris, pendant que Fillastre, Arago, énergique, irritable et peu fait pour la conciliation, marchait résolument à la tête de quelques forces contre les barricades du quartier du Panthéon, au moment où le sang coulait déjà, M. de Falloux, calme et froid, monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour lire son rapport sur les ateliers nationaux. Les conclusions en étaient connues, comme nous l'avons dit; mais cette lecture en un tel moment fut le dernier coup qui déchâta la guerre civile dans son horizon. Malgré les observations de Corbon, l'Assemblée vota les conclusions du rapport, repoussant toute transaction avec l'ennemi, toute conciliation, et se condamnant ainsi à l'écrasement de ces multitudes égérées par la colère et le désespoir. Le ministre Flocou, vives relaps des complots et des guerres civiles, leva tous les scrupules en représentant les insurgés comme soulévés par les partis monarchiques et par l'étranger, sottise meurtrière dénuée du moindre fondement. Sans doute les partis dynastiques agitaient, mais le principal foyer de leurs complots n'était pas l'Assemblée, et M. de Falloux était un des exécuteurs de leurs plans de contre-révolution. Le parti bonapartiste s'agitait aussi, mais à l'Hôtel de ville. Etrange à tout sentiment de conciliation, il fit sonner haut son titre de membre du pouvoir exécutif et voulut imposer silence à Pujol. Et comme les cautions il le rebelle murmuraient, il lui fit échapper un mot bien malheureux en un tel moment : « Bêtes-vous donc, dit-il, les es-

claves de cet homme? » Il y eut une explosion de rires.

Enfin, pour toute réponse aux doléances, Marie combla brutalement en ces termes : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force, par la force, entendez-vous? »

Un juge comme de telles paroles étaient de nature à calmer un peuple emporté déjà par la colère et le désespoir!

Pujol conduisit ses hommes sur la place Saint-Sulpice, monta sur la vasque de la fontaine, et après qu'on eut fait taire les cloches de l'église, qui sonnaient pour la Fête-Dieu et qui bientôt allait sonner le tocsin, il rend compte de sa mission, harangue la foule et lui donne rendez-vous pour six heures sur la place du Panthéon.

Le soir, cette place s'emplit d'une foule immense, qui par intervalle poussait de grands cris de vive la République! à des voix fraternelles. A la leur sinistre des torches, Pujol et d'autres orateurs d'émeute, accrochés aux grilles du monument, soufflaient l'esprit de révolte à cette multitude sans espérance et sans lendemain, le mot fameux éclata et dans une clameur immense : « A demain matin les barricades! »

Cependant la commission exécutive, qui se préoccupait depuis un mois de l'éventualité d'une bataille dans Paris, avait donné des ordres qui n'étaient pas exécutés ou qui l'étaient mal. Dans cette soirée, notamment, elle envoya au général Cavaignac, ministre de la guerre, l'ordre de faire occuper